

MADAGASCAR : FICHE PAYS – JUILLET 2022



Catégorie OCDE (2021) : 7/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : non noté
 Change : Ariary / flottant dirigé
 Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Ressources naturelles abondantes
- 1^{er} producteur mondial de vanille et 2^{ème} de cobalt et de nickel
- Soutien financier des bailleurs de fonds

FAIBLESSES

- Economie peu diversifiée, soumise aux catastrophes naturelles
- Parmi les pays les plus pauvres au monde
- Déficit jumeaux
- Système bancaire peu développé

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La crise sanitaire a mené à un repli de l'activité de -7,1 % en 2020. La reprise en 2021 (+4,4 %) a été freinée par le prolongement des restrictions sanitaires, le maintien de la fermeture des frontières, et l'absence de campagne de vaccination nationale jusqu'en octobre. En 2022, la croissance du PIB décélérerait (+2,6 % selon la Banque mondiale), en raison notamment du repli attendu du secteur agricole, dans un contexte de sécheresse historique. A moyen-terme, la croissance devrait être soutenue par les fonds internationaux et les projets d'infrastructures dans le cadre du plan Plan Emergence Madagascar.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public s'est à nouveau creusé en 2021 pour atteindre -6,3 % du PIB, un record depuis 1994, lié à la faiblesse des recettes fiscales et à un contexte de dépenses publiques accrues pour soutenir l'économie. Le déficit devrait se stabiliser à un niveau élevé en 2022 (-6,3 % selon le FMI). Les réformes fiscales entreprises dans le cadre du programme de Facilité Elargie de Crédit du FMI devraient néanmoins permettre d'augmenter les recettes publiques à plus moyen terme. La dette publique, principalement externe, a particulièrement augmenté depuis la crise sanitaire. Elle devrait atteindre 57,9 % du PIB en 2022, mais reste majoritairement constituée d'emprunts concessionnels.
- **Vulnérabilité extérieure** : En 2021, le déficit courant (-5,4 % du PIB) a atteint son niveau le plus élevé depuis 2013, un creusement lié à une reprise plus importante des importations (reprise de la demande interne et hausse des prix des matières premières) face aux exportations. Face à la flambée des prix des matières premières, le déficit courant devrait se creuser en 2022 pour atteindre -6,5 % du PIB selon le FMI. Les réserves en devises ont augmenté en 2021 (7 mois d'importations), notamment grâce aux aides internationales. La dépréciation de l'ariary par rapport au dollar (-4,4 % en 2021 et -2,3 % au S1 2022), devrait se poursuivre au S2 2022, dans un contexte de creusement du déficit courant.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire malgache est peu développé (dominé par les banques étrangères) et son accès y est réduit : seul 6% de la population détiendrait un compte bancaire. Toutefois, le secteur bancaire est plutôt sain et la Banque centrale s'est engagée à intervenir à nouveau en cas de besoin, pour soutenir la liquidité bancaire.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : La pauvreté croissante, l'inflation galopante et les crises humanitaires et sanitaires répétées ont mené à un accroissement des mouvements sociaux et à une détérioration de l'opinion publique à l'égard du président au cours des dernières années. Les tensions au sein de la coalition au pouvoir se renforcent à l'approche des élections présidentielles prévues en 2023.
- **Climat des affaires** : Madagascar a conservé sa 161^{ème} position (sur 190) au classement *Doing Business* de la banque mondiale. Les indicateurs d'efficacité du gouvernement restent peu favorables et la corruption est persistante comme en témoigne le classement Corruption Perception index 2021 (147^{ème} position sur 180).

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Classé 167^{ème} au classement ND-Gain (sur 182), Madagascar présente une grande vulnérabilité face au changement climatique et un besoin d'investissement en infrastructure important pour faire face aux risques climatiques. Le Nord de l'île est en proie aux cyclones et inondations tandis que le Sud connaît l'un des pires épisodes de sécheresse depuis 40 ans.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

Exportations		Importations	
1 France	21,3%	1 Chine	22,5%
2 Etats-unis	20,1%	2 Inde	7,9%
3 Chine	7,5%	3 Oman	2,2%
4 Japon	5,9%	4 France	6,6%
5 Canada	3,2%	5 Emirats Arabes Unis	8,1%

Sources : ITC

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2017 et 2021 (% du total)

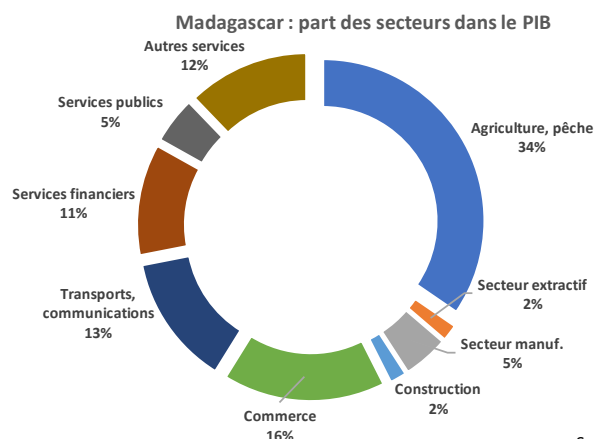
Exportations		Importations	
Café, thé, épices	30,8%	Minéraux	15,6%
Nickel	13,1%	Céréales	5,9%
Textile	10,1%	Appareils mécaniques	8,1%
Poissons, crustacés	4,7%	Equipements électro	5,0%
Minerais	4,6%	Véhicule	6,8%

Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MADAGASCAR	2017	2018	2019	2020	2021(e)	2022(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	13,2	13,8	14,1	13,1	14,2	14,6
<i>Rang PIB mondial</i>	134	129	129	130	129	131
Population (Mns)	25,5	26,5	27,5	28,5	28,3	29,0
<i>Rang Population mondiale</i>	52	52	52	52	52	51
PIB / habitant (USD)	516	518	512	457	502	504
Croissance PIB (%)*	3,9	3,2	4,4	-7,1	4,4	2,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	8,6	8,6	5,6	4,2	5,8	8,8
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	25,9	24,5	27,5	30,0	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	40,1	40,4	38,5	49,0	53,4	57,9
Solde public (% PIB)	-2,1	-1,3	-1,4	-4,0	-6,3	-6,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	5,2	5,5	4,8	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-0,4%	0,7%	-2,3%	-5,4%	-5,5%	-6,5%
IDE (% du PIB)	3,5%	4,4%	3,4%	2,6%	3,0%	3,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)	5,7	5,8	5,7	7,8	7,0	7,0
Dette extérieure totale (% PIB)*	26%	27%	29%	33%	33%	34%
Dette extérieure CT (% PIB)*	1,3%	2,0%	2,0%	2,1%	NA	NA
Taux de change**	3116,1	3334,8	3619,1	3793,1	3853,4	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	13,2	13,7	13,4	11,8	NA	NA
Taux de NPL	8,1	7,6	7,3	7,6	7,9	NA
ROE	32,7	33,8	31,1	25,6	29,8	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	171	171	174	177	170	170
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	161	161	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	163	163	163	158	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Sources : FMI (WEO, 04/22); *Banque mondiale; **BCM; Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch



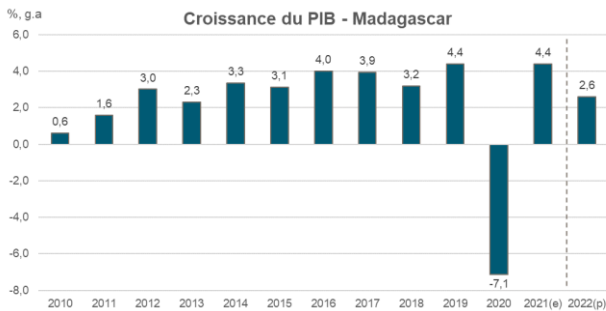
Sources : Afd



1. SITUATION ECONOMIQUE

- Reprise modérée en 2021

En 2020, le pays a subi de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire, enregistrant une contraction de son PIB de -7,1 %¹, en raison notamment de l'impact de mesures de confinement sur l'activité.



Sources : Banque mondiale (06/22)

En 2021, la reprise de l'activité est restée relativement limitée à +4,4 %, liée à l'absence de campagne de vaccination nationale jusqu'en octobre et le prolongement des restrictions sanitaires². L'interdiction des vols internationaux et la fermeture des frontières, en vigueur jusqu'en novembre 2021, ont privé le pays des revenus du tourisme (552 Mns USD en 2021 contre 1,8 Mds en 2019). Le secteur du tourisme joue un rôle crucial à Madagascar, représentant près de 13 % du PIB, un niveau supérieur à la plupart des autres pays africains.

Le sud du pays a par ailleurs fait face à une grave crise alimentaire, liée principalement à la sécheresse, aux tempêtes de sables, cyclones et à l'invasion de criquets détruisant les cultures agricoles (Cf Partie 5) mais également aux conséquences de la pandémie de Covid-19.

L'activité a néanmoins été soutenue par la reprise des exportations du secteur minier (4,6 % du PIB), notamment grâce à la reprise du projet Ambatovy³, le nickel et le cobalt représentant 30 % des recettes

d'exportations du pays. Elle a également été soutenue par le programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) d'un montant de 312,4 Mds USD, signé en mars 2021 et destiné à faciliter la reprise, la mise en œuvre de réformes visant principalement à renforcer l'espace budgétaire - pour soutenir les investissements et les dépenses sociales -, et l'amélioration de l'environnement des affaires (programme de lutte contre la corruption, et l'amélioration de la gouvernance). Une croissance limitée par la situation sanitaire et les aléas climatiques en 2022

Les perspectives pour 2022 restent plutôt moroses à ce stade. La croissance est prévue à +2,6%⁴, soit en-dessous du niveau d'avant crise. La persistance des restrictions sanitaires, le taux de vaccination particulièrement faible⁵, les tensions inflationnistes, ainsi que les aléas climatiques sont sources d'inquiétude pouvant limiter l'activité.

Le secteur agricole, (34 % du PIB) devrait pâtir des conditions climatiques défavorables, notamment dans le sud du pays, très affecté par la sécheresse⁶ (Cf Partie 5).

L'affaiblissement des perspectives de croissance mondiale et plus particulièrement de l'Union européenne (45 % des exportations de Madagascar) pourrait peser sur la demande de produits agricoles malgaches tels que la vanille (28 % des exportations totales), le girofle (8,7 %) ou encore le cacao et le sucre. La consommation privée pourrait également être limitée par la forte inflation⁷ (alimentaire et énergétique), ainsi que par la prolongation des mesures sanitaires. Le gouvernement a cependant mis en place (mai 2022) une revalorisation des salaires des fonctionnaires de 5 % à 25 % selon la catégorie professionnelle⁸ afin de soutenir le pouvoir d'achat. L'investissement public et privé devrait être stimulé par la mise en œuvre du Plan émergence Madagascar (PEM, 2019-2023)⁹ visant à réduire la pauvreté et hisser le pays au rang des pays émergents à revenus intermédiaires.

Bien que les relations commerciales de Madagascar avec la Russie et l'Ukraine soient limitées¹⁰, le pays devrait subir les conséquences indirectes du conflit ukrainien dans la mesure où 61,3 % des importations de

¹ Soit un record depuis 2002

² L'interdiction des vols internationaux et la fermeture des frontières, en vigueur jusqu'en novembre 2021, ont privé le pays des revenus du tourisme (552 Mns USD en 2021 contre 1,8 Mds en 2019), un secteur crucial à Madagascar (près de 13 % du PIB, un niveau supérieur à la plupart des autres pays africains).

³ Un projet d'extraction et de raffinage de nickel et de cobalt de grande ampleur financé par le Japon

⁴ Source : Banque Mondiale juin 2022.

⁵ Seuls 4,3% de la population a suivi un processus de vaccination complet en juin 2022.

⁶ A noter par ailleurs que le cyclone Batsirai survenu en janvier constituerait également un frein à l'élan de reprise en 2022, du fait de la destruction de nombreuses plantations agricoles, en plus de dégâts matériels et humains occasionnés.

⁷ A noter par ailleurs que la pandémie, la hausse des prix et les aléas climatiques ont largement aggravé la pauvreté à Madagascar. L'incidence de la pauvreté a augmenté à 81 % (seuil de pauvreté international de 1,90 USD/habitant/jour) au S1 2022 (74,3 % en 2019), ce qui s'est traduit par un nombre record de personnes en situation de famine (1,1 Mns, soit deux fois plus qu'en 2020), notamment dans le sud du pays, fortement touché par la sécheresse.

⁸ Le salaire le plus élevé dans la fonction publique sera augmenté de 5% contre 13% pour le salaire intermédiaire et 25% pour les salaires les plus bas.

⁹ Ce programme a vu le jour en 2021. Principalement financé par les bailleurs de fonds, il s'articule autour de 4 thèmes (économie ; social ; environnement, eau, changement climatique, risques et catastrophes ; et gouvernance) pour rattraper le retard de développement du pays.

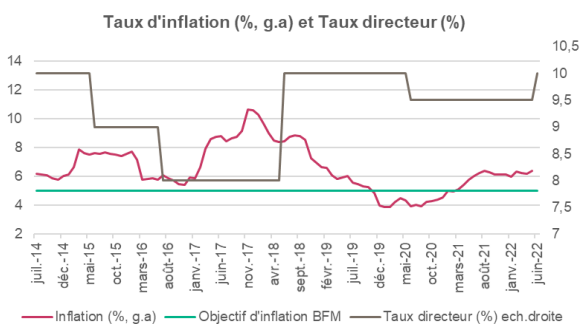
¹⁰ 0,3% des importations et 0,3 % des exportations



blé malgaches proviennent de Russie. **La pression générée par l'alourdissement du poids des importations de blé et de pétrole**¹¹ (13,3 % des importations) **sur les comptes extérieurs et l'inflation serait élevée en 2022 et 2023.**

- **Vers un durcissement monétaire face à la hausse de l'inflation**

Le FMI prévoit un taux d'inflation annuel de +8,8 % pour 2022, un pic depuis 2011, supérieure à l'objectif d'inflation de la Banque centrale (BFM) de 5 %. Les prévisions d'une inflation très largement au-dessus de l'inflation cible pourrait inciter la BFM à relever ses taux (corridor des taux d'intérêt¹²) en 2022-2023.



Sources : INSM, Oxford Economics, Refinitiv

- **Un secteur bancaire résilient bien qu'insuffisamment développé**

Le secteur bancaire malgache est composé de onze banques, dont trois institutions de microfinance (IMF). Il est néanmoins concentré autour de quatre grandes banques, qui représentent 86% des dépôts. **L'accès au système bancaire reste limité : seulement 29% des ménages ont accès aux services financiers formels et 3% ont accès à des crédits bancaires** selon la Banque mondiale, ce qui fait du secteur financier malgache l'un des moins développés en Afrique subsaharienne. Le manque d'accès au crédit représenterait l'un des freins à la croissance de Madagascar, selon le Forum Economique Mondiale (FEM).

Le secteur bancaire s'est néanmoins montré résilient face à la crise et reste suffisamment capitalisé (ratio CAR : 11,8 % en 2020). Le niveau de prêts non-performant (NPL) est toutefois en hausse depuis 2019, et a atteint 7,9 % en 2021, le niveau le plus haut depuis 2017 (8,1 %). **La rentabilité des banques a enregistré une hausse en 2021 (29,8 %), sans pour autant retrouver celle d'avant-crise (31,1 %).** Les injections de liquidité de la Banque centrale (BFM) dans le système bancaire en 2020 (environ 1,2 % du PIB fin

¹¹ Hausse du prix du Brent de +49,6 % en g.a au S1 2022

¹² Taux des facilités de prêt marginal et taux des facilités de dépôt

¹³ Projet de renforcement et d'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar. Il prévoit par exemple la construction d'un câble d'alimentation en électricité de 135 km entre les villes industrielles d'Antananarivo et d'Antsirabé.

2020) auraient permis de préserver la santé du système bancaire. **La banque centrale (BFM) s'est engagée à continuer à soutenir la liquidité du secteur bancaire en fonction des besoins.**

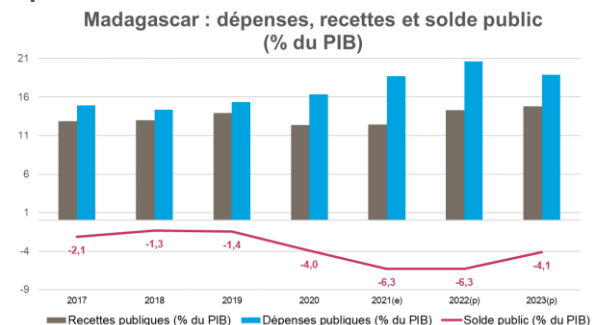
- **Perspectives à moyen-terme**

La croissance malgache serait comprise entre +4,9 % et +5,1 % en moyenne d'ici 2026, une prévision supérieure à la croissance moyenne des cinq années précédant la crise (+ 3,7 %) et **soutenue par une consommation privée et des investissements dynamiques qui devraient bénéficier des fonds internationaux et des projets d'infrastructures dans le cadre du plan PEM (budget alloué de 8 Mds).** Les exportations devraient bénéficier de la demande mondiale croissante de nickel (grâce à l'essor des voitures électriques), de la reprise prévue du tourisme et de la hausse de la production du secteur textile (19,4 % du PIB). **Souffrant du mauvais état de son réseau routier, le pays s'est engagé dans d'importants projets visant à améliorer ses infrastructures de transport et à garantir un approvisionnement fiable en eau et en électricité.** Le projet « Connecting Madagascar for Inclusive Growth » financé à hauteur de 400 Mns USD par la Banque mondiale ou encore le projet PRIRTEM¹³, devraient permettre d'améliorer la connectivité et l'entretien des routes du pays, et améliorer l'accès des populations à l'électricité (objectif de taux d'électrification de 70 % d'ici 2030 contre 15 % en 2021).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Un solde budgétaire qui se creuse**

Le déficit public s'est creusé pour la troisième année consécutive en 2021 pour atteindre -6,3 % du PIB (-1,4 % en 2019), en raison de recettes fiscales faibles¹⁴ et d'un contexte de dépenses publiques accrues, liées notamment aux mesures pour lutter contre l'épidémie.



Source : FMI, WEO



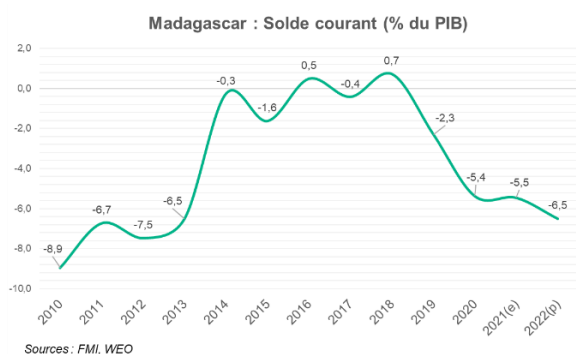
En 2022, le déficit public devrait rester élevé, sensiblement le même qu'en 2021 (autour de 6,3% du PIB), dans un contexte des dépenses qui resteraient élevées (revalorisation des salaires des fonctionnaires notamment) afin de soutenir l'activité. Pays pauvre, Madagascar continue de bénéficier des aides multilatérales et des dons pour financer en partie les dépenses budgétaires du pays¹⁵. A noter cependant que les réformes fiscales entreprises dans le cadre du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI approuvé en mars 2021 (pour une durée de 40 mois), devraient permettre d'augmenter les recettes publiques à plus moyen terme. Cela contribuerait en partie à la résorption progressive du déficit budgétaire dans les années à venir.

- Une dette publique en progression, mais majoritairement concessionnelle

L'endettement public a fortement progressé au cours de la dernière décennie. Alors qu'elle représentait 30,4 % du PIB en 2012, la dette a atteint 53,4 % en 2021, lié aux besoins de financements accrus lors de la pandémie. Elle est majoritairement externe (34,7 % du PIB en 2021 contre 32 % en 2020) et à plus de 80% détenue par des institutions multilatérales (Banque mondiale, BAD principalement). En 2022, la dette publique devrait à nouveau augmenter pour atteindre 57,9% du PIB. L'endettement reste néanmoins soutenable à ce stade selon le FMI.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- Détérioration du solde courant en 2021-2022



En 2021, le déficit courant s'est creusé pour atteindre -5,5% du PIB, soit le niveau le plus élevé depuis 2013. Ce creusement est notamment dû à la détérioration de la balance commerciale liée à une reprise plus importante des importations (reprise de la

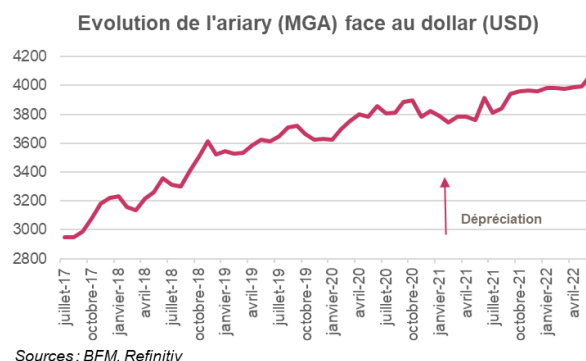
demande interne et hausse des prix des matières premières) face aux exportations.

Pour 2022, le déficit courant devrait à nouveau se creuser pour atteindre -6,5 % du PIB. Malgré une hausse de la demande mondiale en vanille (premier produit d'exportation), la sécheresse et la destruction des plantations suite au cyclone Batsirai devrait en effet limiter la croissance des exportations agricoles du pays¹⁶. Les importations resteraient cependant élevées dans un contexte de hausse du prix des matières premières (énergie en particulier).

- Hausse des IDE et des réserves de change

Les flux d'IDE ont augmenté en 2021 (3 % du PIB), sans pour autant retrouver leur niveau pré-pandémie. Des barrières à l'investissements subsistent (infrastructures coûteuses et de mauvaise qualité, accès limité au crédit et aux instruments financiers, mauvaise définition des titres de propriété), et la volonté du gouvernement de supprimer les avantages fiscaux dans les zones franches du pays en 2022 devrait peser sur l'attractivité du pays pour les IDE.

Les réserves de change ont augmenté en 2021 et représentent 7 mois d'importations de biens et services, un niveau qui reste confortable grâce aux flux de devises liés aux soutiens du FMI et des partenaires du pays. La chute des recettes d'exportations de marchandises, ainsi que l'arrêt du tourisme à Madagascar en 2020 ont engendré une dépréciation continue de l'ariary (MGA) face au dollar (USD). Cette tendance devrait se poursuivre face à la détérioration prévue du solde courant. Après une dépréciation de 4,4 % face à l'USD en 2021, l'Ariary s'est encore déprécié de 2,3 % au S1 2022.



- Un endettement extérieur en hausse

Le ratio dette extérieure/PIB a connu une hausse en 2021, pour atteindre 33,4 % du PIB contre 28,7 % avant crise. Elle devrait continuer à augmenter pour

¹⁵ A titre d'illustration En avril, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a annoncé l'octroi de 13,9 Mns USD pour soutenir les dépenses face à l'épidémie de Covid-19 et soutenir les entreprises en difficultés. En mars 2022, La Banque mondiale a accordé un total de 134,9 Mns USD pour améliorer la résilience du pays face aux épidémies et soutenir le système de santé national. Cette aide vient s'ajouter aux 567,5 Mns USD de dons annoncés en décembre 2021.

¹⁶ A noter cependant que le pays devrait bénéficier de la hausse de cours des métaux, le nickel (7% des exportations), tandis que les exportations de service (tourisme) resteraient limitées.



atteindre 34 % en 2022. La dette de court-terme ne représente néanmoins qu'une faible part de la dette totale (6,3 % en 2020).

La majeure partie de la dette extérieure reste publique (71 %) et 80 % de la dette extérieure est détenue par des institutions multilatérales¹⁷. En avril 2021, le FMI a approuvé la prolongation jusqu'en octobre 2021 de l'allègement du service de la dette de Madagascar, dans le cadre de son Fonds fiduciaire pour l'allègement de la dette après une catastrophe (CCRT). Madagascar a également bénéficié de l'Initiative de suspension pour la suspension du service de la dette (ISSD) du Club de Paris en 2021, permettant le report de 84,4 Mns USD du service de la dette bilatérale à fin 2021. **Le risque de surendettement reste modéré à ce stade selon le FMI.**

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Tentative présumée de coup d'état et élections présidentielles en 2023**

En juillet 2021, les autorités malgaches ont annoncé avoir déjoué une tentative d'assassinat visant plusieurs personnalités politiques malgaches, dont le président Rajoelina. Plus de 20 personnes, dont des hauts responsables de l'armée et de la police et deux ressortissants français ont été arrêtés.

Les scandales de corruption, la crise alimentaire dans le sud du pays et le déploiement tardif de la vaccination contre la Covid-19 ont détérioré l'opinion publique à l'égard du président et de son gouvernement. Les nombreux remaniements du cabinet présidentiel depuis l'investiture de Rajoelina en 2019¹⁸, soulignent la nature fragile de la coalition au pouvoir, alors que les luttes de pouvoir internes se poursuivent. Arrivée au terme de ses deux mandats, le président ne pourra pas se représenter lors des élections prévues en décembre 2023. Pourtant, les remaniements du cabinet présidentiel sont considérés par certains comme une tactique visant à neutraliser la concurrence en vue des élections. Les tensions politiques au sein du parti au pouvoir - mais aussi avec l'opposition – restent élevés.

- **Hausse des tensions sociales à ne pas négliger**

Avec un nombre de malgaches vivant sous le seuil de pauvreté en hausse, une hausse de l'inflation, des crises humanitaires et sanitaires répétées ainsi qu'une criminalité en hausse, les mouvements sociaux (manifestations, grève) se sont multipliés au cours des dernières années. Les étudiants et

universitaires, réclamant le versement de leurs bourses d'études et salaires non payés, ont été à l'origine de nombreuses protestations en 2021 mais également en avril 2022. Le risque d'affrontements entre les manifestants et les forces de sécurité ne sont donc pas à écarter en 2022-23.

- **Un climat des affaires qui tarde à s'améliorer**

Madagascar a conservé sa 161^{ème} position (sur 190) au dernier classement *Doing Business* de la Banque mondiale et est classé 129^{ème} (sur 132) pour les indicateurs d'efficacité du gouvernement du Global Innovation Index 2021. Le pays fait par ailleurs face à une corruption systémique. Il occupe la 147^{ème} position (sur 180) au classement *Corruption Perception Index 2021*, soit l'un des pires classements parmi les pays d'Afrique subsaharienne.

A ces éléments constituant un frein à l'attraction des IDE s'ajoutent d'autres difficultés structurelles qui peinent à attirer les investisseurs : problèmes récurrents pour l'accès à l'eau et à l'électricité, difficulté d'approvisionnement en carburant etc.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Classé 167^{ème} au classement ND-GAIN (sur 182), **Madagascar présente une grande vulnérabilité face au changement climatique** (sécheresses, inondations, hausse des températures). **Le Nord de l'île est régulièrement en proie à de puissants cyclones et inondations qui endommagent les écosystèmes et détruisent les infrastructures et les plantations.** La région du Grand Sud fait quant à elle face à la sécheresse la plus grave depuis 40 ans, en raison de trois années consécutives de déficit pluviométrique, et subit également l'invasion de chenilles légionnaires et de criquets, détruisant les récoltes, dans un pays où 90 % de la population dépend de l'agriculture. **Selon USAID, ces aléas climatiques devraient se multiplier dans les années à venir en conséquence du changement climatique, et mener à un exode de la population du Sud vers le Nord du pays, où les ressources sont plus abondantes.**

¹⁷ Banque mondiale et Banque Africaine de Développement notamment

¹⁸ À la mi-mars, le président Rajoelina a remanié son cabinet pour la quatrième fois depuis son investiture en janvier 2019.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.